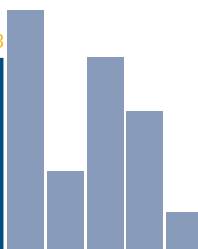


SURVOL

BULLETIN DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE



Bilan de la table ronde intitulée « La culture et les villes : faits, expériences, enjeux »

Québec, mai 2003

Les 8 et 9 mai 2003, le ministère de la Culture et des Communications du Québec, en collaboration avec le Réseau canadien de planification culturelle des municipalités et le ministère de la Culture de l'Ontario, a tenu à Québec une table ronde rassemblant des intervenants des secteurs des politiques publiques, de la recherche universitaire et de la planification municipale. Plus de 30 participants, venant du Québec, du Canada, de la France et du Royaume-Uni, ont pris part à cet événement.

La rencontre avait pour objet de discuter des transformations de l'environnement, des nouvelles pratiques de développement culturel local et de leurs conséquences sur :

- le développement des stratégies culturelles locales;
- les besoins de recherche et d'information;
- les formes appropriées de soutien aux politiques municipales de la part des paliers de gouvernements supérieurs.

Dans l'ensemble, les débats ont mis en évidence la pertinence de politiques culturelles horizontales et centrées sur les besoins des citoyens. Ils s'inscrivaient dans une réflexion qui rejoint les enjeux du développement culturel, notamment ceux de l'insertion de la culture dans le développement des communautés et sa contrepartie, la participation des citoyens au progrès de la culture et des communications.

Le présent bulletin expose quelques idées maîtresses qui ont émergé lors de cet événement. Les actes de cette table ronde sont en préparation et seront disponibles sous peu. Ils illustreront de manière plus exhaustive les présentations et les discussions ayant eu lieu lors de ces deux journées fort stimulantes.

Participants

Abd El Nour, Hanna, Université du Québec à Trois-Rivières
 Baeker, Greg, ACP Consulting
 Bass, Brad, ministère des Affaires municipales de l'Ontario
 Brown, Geoffrey, EUCLID International,
 Cardinal, Donna, Cardinal Concepts
 Champagne, Marie-Josée, ministère de la Culture et des Communications
 Choquette, Michel, Ville de Québec
 Daigle, Andrée, Les Arts et la ville
 Dalphond, Claude Edgar, ministère de la Culture et des Communications
 de la Durantaye, Michel, Université du Québec à Trois-Rivières
 Delangie, Denis, ministère de la Culture et des Communications
 Doherty, Ken, Ville de Peterborough
 Ferland, Dominic, Municipalité régionale de comté (MRC) de Memphrémagog
 Fortin, Claire, ministère de la Culture et des Communications
 Fortin, Lynda, ministère de la Culture et des Communications
 Galarneau, Michelle, ministère de la Culture et des Communications
 Garon, Rosaire, ministère de la Culture et des Communications
 Gauthier, Anne, ministère de la Culture et des Communications
 Gosselin, Gaëtan, Conseil des arts et des lettres du Québec
 Grandmont, Gérald, ministère de la Culture et des Communications
 Jeannotte, Sharon, Department of Canadian Heritage
 Laperrière, Rachel, Ville de Montréal
 Laquerre, Stéphanie, Ville de Longueuil
 Lemay, Paul, Ville de Laval
 Lépine, Julien, ministère de la Culture et des Communications
 Mercier, Véronique, Municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska
 Phair, Michael, Ville d'Edmonton
 Pouliot, Véroïque, Ville de Lévis
 Pronovost, Gilles, Université du Québec à Trois-Rivières
 Saez, Jean-Pierre, Observatoire des Politiques culturelles de Grenoble
 Stevenson, Alida, ministère de la Culture de l'Ontario
 Straw, William, Université McGill
 William, Robert, Université de Waterloo
 Wilson, Daniel, The Ontario Trillium Fondation

De quelle culture parle-t-on?

Lors de la rencontre, les participants ont adopté un point de vue très large sur la culture. Selon eux, celle-ci ne doit pas être appréhendée comme un « dossier » ou comme une activité sectorielle, mais plutôt comme une dimension de la vie collective, au même titre que l'économie, le développement ou la santé. Par ailleurs, le caractère inclusif et intersectoriel de la culture dont il est ici question ne doit pas nous ramener à la vision anthropologique de la culture proposée dans le livre blanc sur « la politique québécoise du développement culturel » de 1978. D'ailleurs, cette vision n'a pas été retenue lors de l'élaboration de la politique culturelle du Québec, en 1992, où l'on a plutôt adopté une définition plus circonscrite de la culture.

Le défi actuel en matière de culture consisterait donc à concilier la défense d'une tradition humaniste et professionnelle, héritière des arts et des lettres, et une vision plus large, actuelle, proche du citoyen et de son milieu de vie. Par ailleurs, les participants se sont questionnés sur le poids relatif des interventions publiques en matière de culture à l'égard de la culture classique, de la culture populaire et des formes émergentes de la culture.

Les liens entre la culture et le développement

La montée des gouvernances locales et régionales est considérée comme une tendance de fond par les participants et constitue un élément à prendre en compte quand il est question de culture et de développement. Les liens entre ces concepts (culture et développement) sont fréquemment mentionnés par tous les intervenants. La culture apparaît aussi clairement comme un élément important de la qualité de vie des citoyens. Par contre, il y a peu de documentation pour démontrer empiriquement le rôle de la culture dans le développement local. La recherche s'avèrerait donc nécessaire pour appuyer la définition et la compréhension des nouveaux modèles de développement culturel. Si la culture s'inscrit dans le développement, quel est son apport spécifique? Comment se manifeste-t-il ou s'apprécie-t-il? Ces questions demeurent ouvertes et constituent des pistes de recherche à explorer.

Les politiques culturelles

Les recherches réalisées depuis plus de vingt ans, tant au Québec qu'en France, montrent que les politiques de démocratisation de la culture et les instruments pour la mesurer semblent avoir atteint leur limite.

Il faut, bien sûr, reconnaître l'immense chemin parcouru sur le plan de l'accessibilité et du rayonnement de la culture sur l'ensemble du territoire et de la diversité des formes culturelles. Le Québec dispose de 25 ans d'observation des comportements culturels, et il est impossible d'ignorer les changements qui concernent l'accès à la culture et qui ont été notés dans ces enquêtes.

Par contre les études révèlent aussi des tendances troublantes. Le public de la culture classique ou humaniste, soutenue en grande partie par les institutions nationales, semble stagner voir décroître. Il est aussi vieillissant. D'un autre côté, la culture produite par les industries culturelles est en forte croissance, ce qui amène la question de la diffusion, de la circulation et de la diversité des produits culturels. La difficulté à joindre les non-publics montre aussi la limite des politiques culturelles en vue de la démocratisation de la culture.

Un consensus s'est dessiné à l'idée que les stratégies culturelles sont efficaces si ces dernières fonctionnent à l'horizontale. Elles doivent être transversales, interdisciplinaires et intersectorielles. À cet égard, les liens, notamment entre culture, ville, école, famille et milieux communautaires, sont incontournables selon l'avis des participants. Il faut développer une communauté de pensée et d'approche entre ces intervenants. Ainsi, les actions et les politiques doivent regrouper l'ensemble des forces vives de la communauté, viser un ou des objectifs communs et adopter une perspective systémique.

Les arts et les lettres sont destinés aux individus, mais il faut dorénavant tenir compte de leur impact économique et social. En effet, le savoir prend aujourd'hui de plus en plus d'importance dans le développement global des sociétés. À ce titre, il faudrait peut-être élargir le mandat des institutions culturelles en adoptant des stratégies novatrices de façon à tisser des liens avec des acteurs de la société civile. L'approche sectorielle par silo et disciplinaire ne semble pas donner les résultats attendus du point de vue de la participation des citoyens.

Les participants voient les politiques culturelles locales comme un instrument de développement majeur. Pour plusieurs d'entre eux, elles favorisent la mobilisation de la population et des élus. Leur existence permet souvent de consolider des pratiques et des programmes existants; elles permettent de garder le dossier culturel à l'ordre du jour des différentes administrations locales malgré les changements administratifs et politiques.

Le financement

Les politiques culturelles horizontales, qui abordent l'ensemble des enjeux locaux, nécessiteraient une réflexion sur leur mise en œuvre au niveau municipal.

En ce sens, les représentants des municipalités ont insisté sur les contraintes qu'impose une fiscalité municipale. Fondée sur des taxes foncières, elle invite à développer les services à la propriété plutôt que ceux qui sont destinés aux personnes ou à la communauté. Les dimensions sociale et culturelle de la vie collective locale apparaissent dès lors comme un enjeu secondaire de la fiscalité municipale.

Or paradoxalement, les villes ont été poussées à s'investir de plus en plus dans le domaine de la culture. Investir de nouveaux champs d'action nécessite, selon les municipalités, de nouvelles sources de revenus et un changement au cadre fiscal qui les gouverne. D'aucuns indiquent, à ce titre, que le Québec est à la croisée des chemins. Les villes éprouvent notamment de la difficulté à dégager du capital de risque en matière de culture.

Des participants originaires de grandes villes notent par ailleurs que, pour élargir l'action culturelle municipale, d'autres sources des revenus pourraient se trouver du côté du gouvernement fédéral. Ils estiment que le ministère du Patrimoine canadien est relativement absent du financement des institutions culturelles municipales au Québec, en regard de ce qu'il fait au Canada anglais. Une avenue possible serait, souligne-t-on, de faire reconnaître Montréal comme capitale francophone du Canada et d'obtenir à ce titre un financement approprié. Cependant, la question de la légitimité politique d'une telle action n'a pas été discutée.

D'autres intervenants notent qu'en France les communautés locales allouent 14 % de leur budget à la culture. Elles sont des intervenants majeurs et le développement du champ culturel relève beaucoup de leur initiative. Toutefois, les communautés et les artistes ne réclament pas un désengagement total de l'État français. Ce choix repose sur des raisons financières, pour les uns, et de neutralité dans les choix artistiques, pour les autres.

Contaminer les élus locaux

Plusieurs personnes engagées dans le développement culturel local ont souligné que la volonté d'agir dépend plus des individus que de la conjoncture politique. Elles concluent à la nécessité pour chaque ville de former les élus, de se donner une fonction publique municipale compétente en fait de culture et de mieux soutenir les bénévoles de la culture.

Il s'impose de bien alimenter les élus en matière d'information stratégique, de témoignages de succès ou de données, notamment en ce qui a trait à l'impact économique de l'action culturelle. Adopter un plan de marketing de la culture au niveau local pourrait aussi être

utile. Par ailleurs, le rôle du programme Ville et village d'art et de patrimoine, du réseau les Arts et la ville de même que des chercheurs impliqués dans le domaine du développement culturel local apparaît essentiel à cet égard.

Des cultures insaisissables

Il semble également que beaucoup d'activités culturelles échappent au radar des chercheurs. C'est le cas des dimensions plus locales de la culture, par exemple la participation des citoyens, les formes émergentes de la culture ou le bénévolat. Elles n'en constituent pas moins un élément important de la culture des communautés locales et régionales. La culture au niveau local se déroule dans des lieux multiples, utilise des équipements divers (ex : institutions scolaires, espaces en plein air, centres communautaires, églises, centre d'achat, etc.). Ces dimensions échappent à nos observations. Rendre compte de la vitalité culturelle des régions avec des outils adaptés à leurs réalités diversifiées est aussi un objet de préoccupation pour les participants.

Les jeunes échappent aussi à nos radars. Ils ont des comportements et une vision inédite de la culture. Ils en privilégient les dimensions interactive, participative, ludique et grégaire qui permettent l'expression de soi. Les hebdomadaires culturels gratuits contribueraient à définir et à faire connaître cet univers singulier. Plus encore, il existerait une vie culturelle diurne et une autre nocturne, chacune avec ses paramètres propres.

L'univers culturel des enfants est également mal connu. La plupart des enquêtes portent sur les jeunes âgés de 15 ans et plus ou sur les adultes. Un autre élément de connaissance à parfaire concerne la transmission de la culture, notamment en lien avec l'évolution des modes de vie. Certes, la famille y joue un rôle. Mais qu'en est-il de l'école, du milieu de vie, des expériences vécues dans l'enfance, des cours d'arts, de l'influence des pairs?

Enfin, la table ronde a également permis d'évoquer que le choix de la participation à une activité culturelle dépasse le seul choix du contenu de l'activité et s'inscrit dans une dynamique complexe où divers éléments se combinent (sens de l'activité, sociabilité, accessibilité, temps disponible, risque, etc.). Ces univers sont mal connus des chercheurs et devraient retenir l'attention. De plus, nos enquêtes, nos méthodes, nos indicateurs sont malhabiles à les saisir.

Conclusion

La table ronde a mis en évidence une rupture appréhendée dans le développement de la culture. Ainsi, trois défis ont émergés au cours de ces débats.

Le premier défi concerne les publics. Il porte sur la capacité des institutions culturelles à maintenir le niveau de fréquentation des manifestations traditionnelles de la culture classique. Il pose aussi le défi de l'équilibre entre les institutions classiques et les nouvelles formes d'expressions de la culture. À ce propos, la connaissance des besoins des jeunes adultes et la mise en évidence des meilleures façons de joindre des publics de tous les horizons ont soulevé des questions importantes.

Le financement, par les municipalités, d'activités culturelles de plus en plus associées à la compétitivité des villes et à la qualité de la vie d'un milieu représente, le deuxième défi. Il serait utile notamment de réfléchir, en matière de financement, aux responsabilités et aux champs de compétences respectifs des différents paliers de gouvernements concernés.

Enfin, la question des liens entre la culture et le développement local a posé au groupe le troisième défi, celui de l'insertion de la culture dans le progrès des communautés. Ce défi recèlerait des dimensions philosophiques liées à l'opposition entre le caractère instrumental de la culture et les exigences de la création artistique pure et désincarnée. Il a également conduit les réflexions de ces journées vers la question de la reconnaissance et de la valorisation de la culture comme moyen de contribuer à l'inclusion sociale des jeunes, des communautés culturelles ou des pauvres.

Les débats amorcés lors de la rencontre tenue à Québec ont soulevé autant de questions que de réponses sur le sens à donner à l'action culturelle. L'accroissement des publics, le financement de la culture et son rôle dans la communauté émergent comme des thèmes centraux. La ville offre des services de proximité aux citoyens tels que les bibliothèques, les festivals, certains équipements de loisir ou de spectacle. Il faut désormais voir si la culture peut y trouver des appuis solides et, si oui, de quelle façon. Dans un contexte où l'engagement des citoyens dans la pratique et la gestion de la culture devient un enjeu majeur, cette question ne saurait être éludée.

Ces échanges et débats fructueux devraient se poursuivre.

Les actes de la Table ronde intitulée « La culture et les villes: faits, expériences et enjeux » seront disponibles à l'automne. Vous pouvez déjà réserver votre exemplaire en vous adressant à M^{me} Martine Blouin, à l'adresse suivante : martine.blouin@mcc.gouv.qc.ca

Cette publication est une réalisation

de la Direction de la recherche et de la statistique
du ministère de la Culture et des Communications

225, Grande Allée Est, bloc C, 2^e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : (418) 380-2322 | Télécopieur : (418) 380-2340 | drs@mcc.gouv.qc.ca
Rédaction : Claude-Edgar Dalphond, Lynda Fortin
Édition du document : Martine Blouin

Novembre 2003
Dépôt légal – 2002
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1488-2949